

20210625 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/33198/paris-quelque-300-migrants-sans-hebergement-installent-un-campement-devant-l-hotel-de-ville>

Actualités



Quelque 300 personnes ont dormi jeudi 24 juin dans des tentes sur le parvis de l'Hôtel de ville de Paris. Crédit : Utopia 56.

Paris : quelque 300 migrants sans hébergement installent un campement devant l'Hôtel de ville

Par [Julia Dumont](#) Publié le : 25/06/2021

Jeudi soir, des dizaines de tentes ont été installées sur le parvis de l'Hôtel de ville de Paris. Quelque 300 personnes se sont installées dans ce campement improvisé. Au côté de l'association Utopia 56, elles entendent alerter les autorités sur la nécessité d'ouvrir plus de places d'hébergement. Parmi les migrants du campement se trouvent des familles avec de jeunes enfants **mais aussi des mineurs en attente de leur recours de minorité.**

Un nouveau campement a vu le jour jeudi 24 juin, dans la soirée, devant l'Hôtel de ville de Paris. Quelque 300 personnes ont installé des tentes, avec l'aide de l'association Utopia 56, pour réclamer des places d'hébergement durables.

Parmi ces migrants sans hébergement se trouvent de nombreuses familles, dont certaines avec de très jeunes enfants, et des mineurs non-accompagnés en attente de la réponse de leur recours en minorité. La plupart sont originaires d'Afrique de l'Ouest.

Agnini Kouamé, père d'une fillette de deux ans née en France, fait partie du groupe ayant investi la place de l'Hôtel de ville jeudi soir. "On cherche une solution plus longue. À la rue, notre enfant est toujours malade. On est ici parce qu'on n'a vraiment pas le choix", explique à l'AFP cet Ivoirien de 41 ans.

En plus des familles présentes sur le camp, on compte "des primo-arrivants, des réfugiés statutaires et des gens qui ont été expulsés leurs logements et ont été orientés vers nous par le

DAL (Droit au logement) parce que les expulsions locatives ont repris", détaille Yann Manzi, co-fondateur d'Utopia 56, contacté par InfoMigrants.

"Il y a de plus en plus de statutaires à la rue", alerte le militant. "Ce matin, par exemple, un couple de Congolais qui ont leurs papiers se sont réveillés pour aller au boulot. Lui, il travaille dans le bâtiment et elle, elle est femme de ménage."

"On ne s'en sort plus"

Cette nouvelle occupation du collectif Réquisitions intervient plusieurs semaines après celle du jardin Villemin dans le 10^e arrondissement de la capitale. [Lors de son évacuation le 3 juin](#), 546 personnes avaient été prises en charge par les autorités mais environ 300 étaient restées sur le carreau. "Le préfet Marc Guillaume avait fait la promesse face à nos équipes de prendre en charge les familles laissées sans solution", rappelle Utopia 56 dans un communiqué.

Mais depuis, l'association affirme que ses alertes sont restées dans réponse. "On réclame leur mise à l'abri parce que depuis deux, trois semaines, on ne s'en sort plus, notre réseau d'hébergement solidaire est complètement saturé. On a alerté la préfecture (de la région Ile-de-France), mais on n'a eu aucune réponse. On espère que la mairie (PS) va nous apporter son soutien", déclare à l'AFP Kerill Theurillat, un responsable local d'Utopia 56.

>> **À (re)lire :** [L'invisibilisation des migrants porte atteinte à leurs droits fondamentaux, selon la Défenseure des droits](#)

"En 2020, 1 300 familles sont passées par notre réseau d'hébergement citoyen, ça fait plus de 3 500 personnes hébergées en moyenne 23 jours. Est-ce à une association citoyenne de faire ce travail ?", questionne Yann Manzi.

"On fait le tampon, on fait économiser de l'argent à la collectivité locale. Mais ce n'est pas normal. Et ce qu'on veut crier, c'est que tout cela est voulu. C'est une volonté politique pour communiquer sur la politique de non-accueil que le gouvernement assume", dénonce-t-il.

Prise en charge des familles

Dans une lettre datée de mercredi envoyée par la mairie de Paris à la préfecture de région et consultée par l'AFP, l'adjoint d'Anne Hidalgo en charge de l'accueil des réfugiés, Ian Brossat, avait lui aussi attiré l'attention de l'État "sur la situation des familles demandeuses d'asile sans solution d'hébergement à Paris, dont les signalements se multiplient".

"Pour ne pas laisser perdurer cette situation, au risque de voir se reconstituer des campements de grande ampleur tels qu'ils ont pu exister ces dernières années dans le nord parisien", avait-il ajouté, "nous demandons qu'une prise en charge des familles puisse être réalisée dans les meilleurs délais".

Depuis janvier, le Collectif Réquisitions a investi six lieux de la capitale, dont [l'école maternelle désaffectée du 16^e arrondissement](#) ou le [gymnase Japy dans le 11^e arrondissement](#), permettant à plus de 2 700 migrants d'accéder à un hébergement.